

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3401

14 novembre 2014

### SOMMAIRE

Accel London Investments II S.à r.l. ....	163213	Sol S.à r.l. ....	163206
BeProcurement S.A. ....	163238	Soparinvest S.A. ....	163205
Borderless Commerce & Investment Sàrl .....	163212	SPEP S.à r.l. ....	163210
Bravo Business Holdings ....	163240	SREP Investments S.à r.l. ....	163211
Cannalux S.à r.l. ....	163216	Stylor S.A. ....	163207
Dad Immo S.A. ....	163219	Suisscortage Corporate S.à r.l. ....	163207
DSD Soudure S.à r.l. ....	163235	SW Invest S.à r.l. ....	163210
FIL Holdings (Luxembourg) S.A. ....	163220	Swiss & Global Advisory S.A. ....	163205
Galaxy Investments S.à r.l. ....	163203	Swiss & Global Asset Management (Lu- xembourg) S.A. ....	163211
Ganesh ....	163203	Système de Développement Européen S.A. ....	163207
Geminor Capital S.à r.l. ....	163203	Target Selection ....	163205
Gimco Luxembourg S.A. ....	163202	Tarpet Holding S.A. ....	163208
Global Management Consulting S.à.r.l. ..	163202	Textil Project S.A. ....	163208
Gomes Immobilier Sàrl ....	163202	Timken Mex Holdings S.à r.l. ....	163205
Paninvest Holding S.A. ....	163234	Train de nuits S.A. ....	163209
Parcolog S.à r.l. ....	163248	Travel Retail Investment S.C.A. ....	163206
PDL Europe Holdings S.à r.l. ....	163248	Travel Retail Investment S.C.A. ....	163209
Perfect Holding S.A., SPF ....	163202	Trendinvestco S.A. ....	163210
Pergana Holding S.A.SPF ....	163204	Tripolis Intermediate Holdings S.C.A. ..	163206
Rockstone S.A. ....	163204	Turf Capital S.A. ....	163211
Sabenka Investments S.A. ....	163209	UBS (Lux) Real Estate - Euro Core Feeder Fund (CHF) ....	163207
Saint Eugène SA ....	163204	Vantage Media Group S.A. ....	163208
Segepi Lux ....	163203	Veleta S.à r.l. ....	163211
Société de gestion VHP S.A. ....	163203	Vincotech Holdings S. à r.l. ....	163210
Société Financière d'Investissement ....	163204	V.R. S.A. ....	163209
Société Financière d'Investissement ....	163204		
Société Holding de bois exotiques pour sciages et grumes ....	163206		

**Gimco Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5691 Mondorf-les-Bains, 38, Z.A. Triangle Vert.  
R.C.S. Luxembourg B 93.616.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161498/10.

(140183481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

---

**Global Management Consulting S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4551 Niederkorn, 28A, rue des Ecoles.  
R.C.S. Luxembourg B 154.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour GLOBAL MANAGEMENT CONSULTING S. à r.l.*

Référence de publication: 2014161499/10.

(140184063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

---

**Perfect Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 31.355.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

PERFECT HOLDING S.A., SPF

Référence de publication: 2014161796/11.

(140183810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

---

**Pergana Holding S.A.SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.  
R.C.S. Luxembourg B 32.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014161797/11.

(140184353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

---

**Gomes Immobilier Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5427 Greiveldange, 8, Neiewee.  
R.C.S. Luxembourg B 147.671.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Gomes Immobilier Sàrl*

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014162393/12.

(140185273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Galaxy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 162.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162384/10.

(140184851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Ganesh, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 173.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014162385/10.

(140184709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Geminor Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 153.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GEMINOR CAPITAL S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2014162388/11.

(140183973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Segepi Lux, Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 128.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014162814/11.

(140185395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Société de gestion VHP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9638 Pommerloch, 5, Duerfstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 166.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

*Pour compte de Société de gestion VHP S.A.*

*Fiduplan S.A.*

Référence de publication: 2014162795/12.

(140185422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Rockstone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 65.977.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162778/10.

(140185077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Saint Eugène SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 78.409.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162809/10.

(140184690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**SFI, Société Financière d'Investissement, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.534.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162796/10.

(140184837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**SFI, Société Financière d'Investissement, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.534.

*Extrait de l'A.G. ordinaire du 04/09/2014*

L'assemblée générale approuve le renouvellement du mandat d'administrateur de la société Goudsmit & Tang Management Company Sàrl à sise 25a, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B41819 pour une durée de 6 ans.

L'assemblée générale approuve le renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Zimmer Bernard, né le 25/10/1952 à Kinshasa (République Démocratique du Congo) et résident au 25a, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg (Luxembourg) pour une durée de 6 ans.

L'assemblée générale approuve le renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Grenier Francis né le 19/07/1963 à La Bassée (France) et résident au 31, Rue Lamartine F59290 Wasquehal (France) pour une durée de 6 ans.

Les actionnaires acceptent la démission de M. Francis GRENIER né le 19/07/1963 à La Bassée (France) et résident au 31, Rue Lamartine F59290 Wasquehal (France) de son poste d'administrateur-délégué. En remplacement, les actionnaires décident de nommer M. Bernard ZIMMER, né le 25/10/1952 à Kinshasa (République du Congo), demeurant professionnellement L-2449 Luxembourg, 25 A Boulevard Royal pour une durée de 6 ans.

L'assemblée générale approuve le renouvellement du mandat de commissaire aux comptes FIDUCIAIRE BEFAC EXPERTISES COMPTABLES ET FISCALES S.à.r.l. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B45066 à sise 25a, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162797/24.

(140184860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Swiss & Global Advisory S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 85.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162804/9.

(140184457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Soparinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 100.574.

Les comptes annuels au 30 juin 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014162830/11.

(140185266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Target Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 149.637.

Suite à la démission de Mr. Jean-Paul Gennari du conseil d'administration, Mr. Oliver Schütz domicilié à 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a été nommé membre du conseil de la société susmentionnée avec effet au 13 octobre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014162852/12.

(140184904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Timken Mex Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 183.980.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associée unique de la Société en date du 30 septembre 2014 que:

1. Monsieur Philip D. FRACASSA a démissionné de son poste de gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2014.

2. Madame Shelly Marie CHADWICK née le 15 décembre 1971 à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 4500 Mount Pleasant St. NW, 44720 North Canton, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, a été nommée en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Suite aux résolutions qui précèdent, le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

Madame Shelly Marie CHADWICK, gérant de catégorie A;

Monsieur Christian A. SANWALD, gérant de catégorie A;

Monsieur Scott McKINLAY, gérant de catégorie B;

Monsieur Marc CHONG KAN, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162862/22.

(140184734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Sol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1459 Luxembourg, 6, Ancienne Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 172.823.

L'associé unique décide que le siège social est transféré au 156, avenue de Faiencerie, L-1511 Luxembourg à partir de 15 octobre 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162829/10.

(140184410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Société Holding de bois exotiques pour sciages et grumes, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 54.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014162798/10.

(140184809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Tripolis Intermediate Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

**Capital social: USD 11.118.829,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26 A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 190.119.

EXTRAIT

- Le Commissaire de de la Société, Monsieur Marc Lawrence Reisch, a changé son adresse du 21, Trails End, NY 10514 Chappaqua, Etats-Unis d'Amérique, au 357 Main Street, Armonk, NY 10504, Etats-Unis d'Amérique.

- Le Commissaire de la Société, Madame Susan C. Schnabel, a changé son adresse du 1714, Alta Mura Rd, 90272 Pacific Palisades, Etats-Unis d'Amérique, au 11400 W. Olympic Blvd., #1400, Los Angeles, CA 91316, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vanessa Lorreyte

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2014162869/16.

(140184510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Travel Retail Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 111.854.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 17 octobre 2014, il a été décidé de renouveler le mandat de tous les membres du conseil de surveillance jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle:

- M. Juan Carlos TORRES avec adresse professionnelle située Neue Bahnhofstr. 148, 4132 Muttentz, Suisse;

- M. Julian HOLZER, avec adresse professionnelle située 345 Campos Eliseos, 11560 Colonia Polanco, Mexico;

- M. Andres HOLZER, avec adresse professionnelle située 345 Campos Eliseos, 11560 Colonia Polanco, Mexico;

- M. Julian DIAZ GONZALEZ, avec adresse professionnelle située Heerstrasse 15, 8853 Lachen, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014162867/18.

(140184685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Suisscourtage Corporate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162839/9.

(140185215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Stylor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 54.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162836/10.

(140184586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**UBS (Lux) Real Estate - Euro Core Feeder Fund (CHF), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 144.181.

En date du 26 septembre 2014, et avec effet au 30 septembre 2014, Reto Ketterer, avec adresse au 42 D, Etzelstrasse, 8820 Wädenswil, Suisse, a démissionné de son mandat d'administrateur, de la société UBS (Lux) Real Estate- Euro Core Feeder Fund (CHF), avec siège social au 2-8, Avenue Charles de Chaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B144181.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

*Mandaté par le démissionnaire*

Référence de publication: 2014162899/16.

(140184968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Système de Développement Européen S.A., Société Anonyme Soparfi.**

**Capital social: EUR 40.902,43.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 38.774.

**EXTRAIT**

- Il résulte d'un courrier en date du 30 septembre 2014 que la société Nationwide Management S.A, RCS Luxembourg n° B 99746, démissionne de ses mandats d'administrateur et d'administrateur délégué avec effet immédiat.

- Il résulte d'un courrier en date du 30 septembre 2014 que la société Alpmann Management S.A, RCS Luxembourg n° B 99739, démissionne de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

- Il résulte d'un courrier en date du 30 septembre 2014 que la société Tyndall Management S.A, RCS Luxembourg n° B 99747, démissionne de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

- Il résulte d'un courrier en date du 30 septembre 2014 que la société Fiduciaire Seve S.A, RCS Luxembourg n° B 82421, démissionne de son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

*Pour SYSTEME DE DEVELOPPEMENT EUROPEEN S.A.*

Référence de publication: 2014162846/19.

(140184591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---



**Textil Project S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 60.922.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TEXTIL PROJECT S.A.

Alexis DE BERNARDI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014162885/12.

(140184663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Vantage Media Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 83.614.

*Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 30 septembre 2014*

Démission de Monsieur Didier Bottge en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Pascal Chevalley, né le 17 juin 1966 à Genève (Suisse), demeurant professionnellement au 21, route de Pregny-Chambésy CH-1211 Genève, en remplacement de Monsieur Didier Bottge, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2015.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014162909/16.

(140184764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Tarpet Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 80.373.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION***Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «TARPET HOLDING S.A.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 10 octobre 2014, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13930.

- que la société «TARPET HOLDING S.A.» (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 80 373,

constituée suivant du notaire soussigné en date du 08 janvier 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 04 septembre 2001, numéro 718,

se trouve à partir de la date du 10 octobre 2014 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 12 septembre 2014 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915. concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162882/26.

(140185068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.



**Train de nuits S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 17.179.

Les comptes annuels au 30 juin 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162865/10.

(140185036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Travel Retail Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 111.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014162866/10.

(140184331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**Sabenka Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 115.500.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

*Signature*

Référence de publication: 2014162807/12.

(140185357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**V.R. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5687 Dalheim, 1, Neie Wee.  
R.C.S. Luxembourg B 152.427.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 2014*

*Résolutions prises*

A l'unanimité, l'assemblée générale extraordinaire a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Est nommé administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020:

Monsieur De Almeida Bastos Ernesto, entrepreneur, né à Sao Pedro de Casteloes (Portugal), le 28 novembre 1962, demeurant à L-5495 Wintrange, 16, Elwengerwee.

*Deuxième résolution*

Est révoqué comme administrateur, Monsieur Amaral Alexandre, administrateur, né le 25 février 1969 à Coimbra (Portugal), demeurant à L-7540 Rollingen, 130, Route de Luxembourg.

La société se trouve valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances et pour toutes opérations par la signature obligatoire et incontournable de l'administrateur-délégué de la société ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un autre administrateur de la société.

COMPTABILITE STC SARL

*Mandataire*

Référence de publication: 2014162904/22.

(140184570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

---

**SW Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.152.286,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 180.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162844/9.

(140184739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**SPEP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1858 Luxembourg, 5, rue de Kirchberg.

R.C.S. Luxembourg B 174.474.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SPEP S.à r.l.*

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014162832/11.

(140185274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Vincotech Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 36.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 126.356.

## EXTRAIT

En date du 14 octobre 2014, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant B de la Société, est constatée avec effet au 23 septembre 2014.
- Jean-Marc McLean, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant B de la Société avec effet au 23 septembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162907/15.

(140185045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Trendinvestco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 178.936.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration lors d'une réunion tenue en date du 29 septembre 2014 que:

- M. Daniel SCHNEIDER, né le 15 septembre 1964 à Luxembourg, demeurant au 40, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg a été coopté comme nouvel Administrateur de Catégorie B du Conseil d'Administration en remplacement de M. Jean-Claude BINTZ, Administrateur démissionnaire.

- Cette cooptation sera soumise à la ratification par les actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014162891/19.

(140184942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Swiss & Global Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.535.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162805/9.

(140184456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Turf Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162871/9.

(140185170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**SREP Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 177.256.

En vertu de l'acte de transfert de parts sociales, daté du 10 octobre 2014, LR Carbonera Limited a transféré la totalité de ses parts sociales dans la société de la manière suivante:

- 100 parts sociales d'une valeur de 125 Euros chacune, à la société SREP Holdings Limited, 4 Thomas More Square, Quadrant House, l'étage 6, E1W 1YW Londres, Royaume-Uni.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162834/13.

(140185386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Veleta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 190.174.

*Extrait des résolutions prises en date du 14 octobre 2014*

En date du 14 octobre 2014, l'associé unique de la Société décide:

- de nommer Monsieur Ricky John Noel, demeurant professionnellement au 50, New Bond Street, 2<sup>ème</sup> étage, Londres, W1S 1BJ, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Krzysztof Drozd, demeurant professionnellement au 50, New Bond Street, 2<sup>ème</sup> étage, Londres, W1S 1BJ, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Javier Valls Martinez, demeurant professionnellement au 21<sup>st</sup> Century Building, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg-Hamm, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée; et

- de nommer Monsieur Michel Marcel Vareika, demeurant professionnellement au 8, rue Killebiert, L-5762 Hassel, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Veleta S.à.r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014162906/23.

(140184632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**BCI Sàrl, Borderless Commerce & Investment Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7615 Larochette, 39, rue d'Ernzen.

R.C.S. Luxembourg B 190.959.

—  
STATUTS

L'an deux mil quatorze.

Le trente septembre;

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

A comparu:

Monsieur Mustapha CHOI, indépendant, né à Fass Ngagga (Gambie), le 26 juin 1968 (no matricule 1968062697142), demeurant à L-7615 Larochette, 39, rue d'Emzen;

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de «BORDERLESS COMMERCE & INVESTMENT Sàrl», en abrégé: «BCI Sàrl».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Larochette.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

**Art. 3.** La société a pour objet:

1. Conseils économiques;
2. Import/Export;
3. E-Commerce;
4. Déménagements par véhicules routiers < 3,5 tonnes;
5. Agence de transferts de marchandises;
6. Agence Transitaire;

ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 4.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 5.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500.- Euro) représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT CINQ EURO (125.- Euro) chacune.

Toutes ces parts ont été entièrement souscrites par l'associé unique Monsieur Mustapha CHOI, prèdit.

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500.- Euro) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

**Art. 8.**

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernières volontés concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdits parts sociales de désigner un mandataire.

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

**Art. 10.** Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 11.** Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

**Art. 12.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

**Art. 13.** Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

*Frais.*

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE DEUX CENT CINQUANTE EURO (1.250.- Euro).

*Assemblée générale.*

Et à l'instant, l'associé unique Mustapha CHOI, indépendant, né à Fass Ngagga (Gambie), le 26 juin 1968 (no matricule 1968062697142), demeurant à L-7615 Larochette, 39, rue d'Ernzen, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, fait désigner lui-même comme gérant unique.

Il peut engager valablement la société sans limitation de sommes.

Le siège social est établi à L-7615 Larochette, 39, rue d'Ernzen.

Avant la clôture du présent acte le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Choi, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 03 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13334. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 10 octobre 2014.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2014160611/81.

(140182144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

**Accel London Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 45.950,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.557.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of September.

In front of Maître Jean-Paul Meyers, notary public residing in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARS:

Accel London Holdings II LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of the state of Delaware (United States of America) whose registered office is at C/O The Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States of America (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr. Serge Bernard, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Accel London Investments II S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 50,000.- (fifty thousand Euro), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 186.557, incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on 18 April 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1724 of 3 July 2014.

II.- That the 50,000 (fifty thousand) shares, all having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Waiving of notice right;
2. Redemption by the Company of 4,050 (four thousand fifty) shares held by the sole shareholder in the share capital of the Company;
3. Decrease of the share capital of the Company by a global amount of EUR 4,050.- (four thousand fifty Euro) by the cancellation of the redeemed 4,050 (four thousand fifty) shares so as to decrease it from its current amount of EUR 50,000.- (fifty thousand) to an amount of EUR 45,950.- (forty-five thousand nine hundred fifty Euro);
4. Subsequent amendment of first paragraph of article 8. of the articles of association of the Company; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declares the following:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

It is resolved that the Company redeems 4,050 (four thousand fifty) shares, each having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each (the "Redeemed Shares"), from the Sole Shareholder (the "Redemption of Shares").

The Redemption of Shares is made at a global redemption price amounting to EUR 4,050.- (four thousand five Euro) (the "Redemption Price") corresponding to the global nominal value of the Redeemed Shares.

*Third resolution:*

It is resolved, in accordance with the provisions of article 11 of the Company's articles of association, to cancel the Redeemed Shares with immediate effect, further to the Redemption of Shares by the Company such as described above.

As a result of the aforesaid cancellation of the Redeemed Shares, the Company's share capital shall be decreased by an amount of EUR 4,050.- (four thousand fifty Euro) from EUR 50,000.- (fifty thousand) to EUR 45,950.- (forty-five thousand nine hundred fifty Euro) and the shareholding of the Company is now composed as follows:

- Sole Shareholder: 45,950 (forty-five thousand nine hundred fifty) shares, with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

It is further resolved to delegate to the board of managers of the Company the power to determine the practicalities and the form of the satisfaction of the Redemption Price and (ii) to grant the board of managers of the Company a delegation of power to take any action required to be done or make any decision in the name and on behalf of the Company, in order to execute any document or do any act and take any action as it deems necessary and appropriate in the name and on behalf of the Company in connection therewith.

*Fourth resolution:*

As a consequence of the foregoing statement and resolutions, it is resolved to amend the first paragraph of article 8. of the articles of association of the Company to read as follows:

**" Art. 8.** The Company's share capital is set at EUR 45,950.- (forty-five thousand nine hundred fifty Euro), represented by 45,950 (forty-five thousand nine hundred fifty) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each."

No other amendment is made to this article.

*Estimate of Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand five hundred euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present deed was drawn up in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

#### **A COMPARU:**

Accel London Holdings II LLC, une société à responsabilité limitée formée et existant sous les lois de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique, dont le siège social est sis à C/O The Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique (l'"Associé Unique"),

ici représentée par M. Serge Bernard, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été signée "ne varietur" par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Accel London Investments II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 50.000 EUR (cinquante mille Euros), ayant son siège social sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.557, constituée par acte notarié dressé par le notaire soussigné, le 18 avril 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1724 du 3 juillet 2014.

II.- Que les 50,000 (cinquante mille) parts sociales, toutes ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Rachat par la Société de 4.050 (quatre mille cinquante) parts sociales détenues par l'associé unique dans le capital social de la Société;
3. Réduction du capital social de la Société d'un montant global de 4.050 EUR (quatre mille cinquante Euros) par l'annulation des 4.050 (quatre mille cinquante) parts sociales rachetées afin de le réduire de son montant actuel de 50.000 EUR (cinquante mille Euros) à un montant de 45.950 EUR (quarante-neuf mille neuf cent cinquante Euros);
4. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8. des statuts de la Société; et
5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique déclare ce qui suit:

#### *Première résolution:*

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et, en conséquence, accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus, il est décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

#### *Deuxième résolution:*

Il est décidé que la Société rachète 4.050 (quatre mille cinquante) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune (les "Parts Sociales Rachetées"), à l'Associé Unique (le "Rachat de Parts Sociales").

Le Rachat des Parts Sociales est effectué à un prix de rachat total d'un montant de 4.050 EUR (quatre mille cinquante Euros) (le "Prix de Rachat") correspondant à la valeur nominale globale des Parts Sociales Rachetées.

#### *Troisième résolution:*

Il est décidé, en conformité avec les dispositions de l'article 11 des statuts de la Société, d'annuler les Parts Sociales Rachetées avec effet immédiat, suite au Rachat de Parts Sociales par la Société tel que décrit ci-avant.

En conséquence de l'annulation des Parts Sociales Rachetées susmentionnée, le capital social de la Société sera réduit d'un montant de 4.050 EUR (quatre mille cinquante Euros) passant de 50.000 EUR (cinquante mille Euros) à 45.950 EUR (quarante-cinq mille neuf cent cinquante Euros) et l'actionariat de la Société est désormais composé tel qu'il suit:



- Associé Unique: 45.950 (quarante-cinq mille neuf cent cinquante) parts sociales, avec une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune.

Il est en outre décidé de déléguer au conseil de gérance de la Société le pouvoir (i) de déterminer les modalités et la forme du paiement du Prix de Rachat et (ii) d'octroyer au conseil de gérance de la Société une délégation de pouvoir de prendre toute mesure requise devant être prise ou de prendre toute décision au nom et pour le compte de la Société, afin de signer tout document ou faire tout acte et prendre toute mesure qui paraissent nécessaires et appropriées au nom et pour le compte de la Société à cet égard.

*Quatrième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société comme suit:

“ **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 45.950 EUR (quarante-cinq mille neuf cent cinquante Euros), représenté par 45.950 (quarante-cinq mille neuf cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune”.

Il n'est fait aucune autre modification à cet article.

*Estimation des coûts*

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le présent acte notarié a été établi à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg à la date figurant au début de ce document.

Le document ayant été lu à la personne comparante, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante susmentionnée, le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 08 octobre 2014. Relation: RED/2014/2185. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 16 octobre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014160616/160.

(140183201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

**Cannalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9757 Kalborn, 2, Am Eck.

R.C.S. Luxembourg B 190.985.

—  
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le six octobre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

Ont comparu:

1) La société à responsabilité limitée NORBERT EILENBECKER SARL, ayant son siège social à L-9757 Kalborn, 2, am Eck, numéro RSCL B 153.821, représentée par son gérant, Monsieur Norbert EILENBECKER, cultivateur, né le 14 mars 1951 à Clervaux, demeurant à L-9757 Kalborn, 2, Am Eck.

2) Monsieur André STEINMETZ, Docteur en sciences, né le 19 novembre 1947 à Ahn, demeurant à L-8035 Strassen, 17 Cité Pescher.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associées par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

**Art. 2.** La société a pour objet la production, la vente et la commercialisation de chanvre ainsi que d'autres plantes similaires et de tout produit qui pourrait en ressortir.

D'une façon générale, la société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui seraient de nature à en favoriser la réalisation ou le développement.

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés existantes ou à créer, ayant un objet identique, analogue ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou qui seraient utiles à la réalisation de tout ou en partie de son objet social.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité au Grand-Duché de Luxembourg.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs.

Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination sociale de «CANNALUX S.à r.l.».

**Art. 5.** Le siège de la Société est établi à Kalborn.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à quinze mille euros (EUR 15.000,-) divisé en trois cent (300) parts sociales de cinquante euros (EUR 50,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

**Art. 7.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 10.** Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

**Art. 11.** La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

**Art. 13.** La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

**Art. 14.** Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance, aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présents à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg, si l'appel provient initialement du Luxembourg.

**Art. 15.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

**Art. 16.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

**Art. 17.** Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 18.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 19.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

**Art. 20.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 22.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

*Disposition transitoire:*

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

*Souscription et libération:*

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants pré-qualifiés, déclarent souscrire les trois cent (300) parts sociales comme suit:

- NORBERT EILENBECKER SARL, pré-qualifié,

Cent cinquante parts . . . . . 150 parts

- Dr. André Steinmetz, pré-qualifié,

Cent cinquante parts . . . . . 150 parts

TOTAL : Trois cent parts sociales . . . . . 300 parts

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de quinze mille (15.000,00) Euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

*Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de huit cent euros (EUR 800,-).

*Assemblée générale extraordinaire*

Les comparants pré-qualifiés représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à deux (2).

2. Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée Monsieur Norbert EILENBECKER, cultivateur, né le 14 mars 1951 à Clervaux, demeurant à L-9757 Kalborn, 2, Am Eck, et Monsieur André STEINMETZ, préqualifié.

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

4. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L- 9757 Kalborn, 2, am Eck.

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'Etude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Norbert EILENBECKER, André STEINMETZ, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 8 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12841. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160712/168.

(140182919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

**Dad Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 136.406.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014161382/12.

(140183360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**FIL Holdings (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.060.

In the year two thousand and fourteen, on the first of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of FIL Holdings (Luxembourg) S.A., a société anonyme having its registered office at 2a, rue Albert Borschette L-1247 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register de Commerce et des Sociétés under number B 153060 (the "Company"). The Company was incorporated by deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 7 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 1<sup>st</sup> July 2010, number 1352. The articles of association of the Company were amended for the last time by a deed of Maître Martine Schaeffer, on 12 of May 2012, published in the Mémorial dated 11 of August 2012, number 2005.

The extraordinary general meeting is opened by Mrs. Anne-Catherine Preis, with professional address in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs. Marilyn KRECKE, employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Anne-Catherine Preis, prenamed.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that the sole shareholder of the Company is duly represented at this meeting.

II. The sole shareholder confirms through its proxyholder having knowledge of the agenda of the meeting and the proxyholder waives, in the name and for the account of the shareholder, the convening formalities. Considering the above, the sole shareholder may validly vote, through its proxyholder, with respect to its shares on all the items of the agenda below.

The attendance list, signed by the proxyholder of the sole shareholder represented and the members of the bureau, shall remain attached together with the proxy to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to inter alia:

(i) amend the Articles, article 8.3., in order to change the date of the Annual General Meeting from the second Tuesday in October to the first Tuesday in December.

(ii) Amend the Articles, article 16, to read as follows:

**" Art. 16. Conflict of interests.**

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

16.2. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding General Meeting. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving FIL Limited, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations. This paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms."

(iii) amend the Articles to introduce a new article number 17, as follows:

**“ Art. 17. Indemnification.**

17.1. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing privilege of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

17.2. Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article may be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.”

(iv) amend the Articles, to renumber article 17 to article 18 and to amend to read as follows:

**“ Art. 18. Statutory auditor(s).**

18.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (réviseur d'entreprises agréé). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

18.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.”

(v) update more generally the Articles to reflect the latest legal, regulatory and commercial developments.

The meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The meeting decides to change the date of the Annual General meeting to the first Tuesday in December and consequently to amend the article 8.3. of the Articles, which will henceforth be read as follows:

“ **8.3.** The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Tuesday of the month of December at 11.00 a.m. If such day is not a day where banks are generally open for business in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.”

*Second resolution*

The meeting decides to amend the Articles, article 16, to read as follows:

**“ Art. 16. Conflict of interests.**

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

16.2. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding General Meeting. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving FIL Limited, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations. This paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.”

*Third resolution*

The meeting decides to amend the Articles to introduce a new article number 17, as follows:

**“ Art. 17. Indemnification.**

17.1. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which



the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing privilege of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

17.2. Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article may be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.”

*Fourth resolution*

The meeting decides amend the Articles, to renumber article 17 to article 18 and to amend to read as follows:

**“ Art. 18. Statutory auditor(s).**

18.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (réviseur d’entreprises agréé). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

18.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.”

*Fifth resolution*

The meeting decides to recast the Articles, without however changing neither the name, neither the object, neither the capital, neither the closing date of the accounting period, but by changing the date of the Annual General meeting, and to give them the coordinated version as follows:

**“ Art. 1. Form and Name.** There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter a company in the form of a société anonyme under the name of FIL Holdings (Luxembourg) S.A. (the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), and the present articles of incorporation (the “Articles”).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (“Luxembourg”). It may be transferred within the municipality of Luxembourg by a resolution of the Board (as defined below) or, in the case of a Sole Director (as defined below) by a decision of the Sole Director. It may be transferred to any other place in Luxembourg by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 22. below.

2.2. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

2.3. Where the Board determines that extraordinary political, economic, social, or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company. Such temporary measures will be taken by the Board and notified to the Shareholder(s) of the Company.

**Art. 3. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited duration.

**Art. 4. Corporate objects.**

4.1. The corporate objects of the Company are (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies or other entities or enterprises, including the acquisition, holding and disposal of participations in credit institutions, investment firms or any other company providing financial services similar, complementary or ancillary to the services rendered by the Company or by any company held by the Company, (ii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner and the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

4.2. The Company may borrow in any form and may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt securities.

4.3. The Company may grant loans (whether subordinated or unsubordinated) or other forms of financing and lend funds (including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities) to companies or other entities of enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs.

4.4. The Company may also give guarantees and grant security (including down- stream, up-stream and cross-stream) in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of any companies or other entities or enterprises in



which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

4.5. The Company may provide administrative and organisational services or procure the provision of services to any companies or other entities or enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs.

4.6. In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful for the accomplishment and development of its corporate objects.

#### **Art. 5. Share capital.**

5.1. The subscribed and issued share capital is set at thirty-six million nine hundred and forty-six thousand and five hundred Euro (€ 36,946,500) consisting of three hundred and sixty-nine thousand four hundred sixty-five (369,465) ordinary shares in registered form without nominal value.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 22. below.

5.3. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or several shareholders (the "Shareholders").

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of the Shareholder(s) shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.4. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. In the absence of a specific indication, the address indicated in the register of Shareholders may be used by the Company. Shareholders may, at any time, change their address by means of a written notification to the Company.

6.5. Upon the written request of a Shareholder, a certificate recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board (as defined below). Such certificates shall be signed manually or by facsimile by two Board members or by the delegate of the Board. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

6.6. The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

#### **Art. 7. Transfer of shares.**

7.1. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of Shareholder (s), such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney, or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

7.2. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

#### **Art. 8. Meetings of the Shareholders of the Company.**

8.1. In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the Shareholders (the "General Meeting") shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.2. In the case of a sole shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, as long as the Company has only one Shareholder, any reference to decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be deemed to be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

8.3. The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Tuesday of the month of December at 11.00 a.m. If such day is not a day where banks are generally open for business in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

8.4. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

8.5. Other meetings of the Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

#### **Art. 9. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.**

9.1. The General Meeting will meet upon call by the Board or the statutory auditor, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address set out in the register of Shareholders. If however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

9.2. The notice periods and quorum provided for by the Law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

9.3. Each share is entitled to one vote.

9.4. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

9.5. A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, shareholder or not as his proxy in writing whether by letter, by telefax or e-mail received in circumstances allowing confirming the identity of the sender.

9.6. Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

#### **Art. 10. Management.**

10.1. The Company shall be managed by a board of directors (the "Board") composed of at least three (3) directors who do not need to be Shareholders. For so long as the Company has a Sole Shareholder or where the Law so allows, the Company may be managed by a sole director (the "Sole Director"). All references herein to the Board shall be deemed to be references to the Sole Director in case there is only a Sole Director.

10.2. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

10.3. When a legal person is appointed as a director of the Company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Law.

10.4. The director(s) shall be elected by the General Meeting. The Shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

10.5. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

10.6. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

#### **Art. 11. Meetings of the Board.**

11.1. The Board shall appoint a chairman (the "Chairman") among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting, by simple majority.

11.2. The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

11.3. Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board. Such notice may be given by the secretary.

11.4. No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether by letter, telefax, or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

11.5. Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing, whether by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender, another director as his or her proxy, without limitation as to the number of proxies which each director may accept and vote provided, however, that at least two members are either present in person or assist at such meeting by way of any means of communication complying with the requirements set forth in the next paragraph.

11.6. Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate; participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board may be held by conference call or video conference only.

11.7. The Board can only deliberate and act validly if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

11.8. The Board may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

11.9. This Article 11 does not apply in case the Company is managed by a Sole Director.

**Art. 12. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director.**

12.1. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman of such meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or any two directors, and the resolutions passed by the Sole Director are recorded in a decision register held at the Company's registered office.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or the Sole Director or any one member of the Board.

**Art. 13. Powers of the Board.** The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

**Art. 14. Delegation of powers.** The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the Board or to any manager(s) or other agent(s), who need not be member of the Board or Shareholder, acting alone or in concert. They may constitute committees deliberating under such terms as the Board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be member of the Board or Shareholder and appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

**Art. 15. Binding signatures.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of any two members of the Board or (ii) in the case of a Sole Director, the signature of the Sole Director or (iii) the sole signatures of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

**Art. 16. Conflict of interests.**

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

16.2. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding General Meeting. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving FIL Limited, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations. This paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.

**Art. 17. Indemnification.**

17.1. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason

of his being or having been a director or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing privilege of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

17.2. Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article may be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 18. Statutory auditor(s).**

18.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (réviseur d'entreprises agréé). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

18.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

**Art. 19. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on the 1<sup>st</sup> July and shall terminate on the 30<sup>th</sup> June of each year.

**Art. 20. Allocation of profits.** From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated in article 5 above or as increased or reduced from time to time.

**Art. 21. Dissolution and liquidation.** The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 22. below.

21.2 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding the liquidation. This General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

**Art. 22. Amendments.** These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

**Art. 23. Applicable law.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

There being no further business, the meeting was closed.

**Costs**

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the members of the bureau, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the members of the bureau and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the members of the bureau, all known to the notary by first and surname, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

**Follows the German Version:**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am ersten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg,

ist der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung FIL Holdings (Luxembourg) S.A., einer société anonyme mit Gesellschaftssitz in 2a, rue Albert Borschette L-1247 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 153060 (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft wurde gegründet durch Urkunde mit Datum zum 7. Mai 2010 von Maître Martine Schaeffer, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) Nummer 1352 vom 1. Juli 2010. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt durch Urkunde mit Datum zum 12. Mai 2012 des Notars Martine Schaeffer, veröffentlicht im Mémorial Nummer 2005 vom 11 August 2012, abgeändert.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Anne-Catherine Preis, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Marilyn KRECKÉ, Angestellte, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Anne-Catherine Preis, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar zu diesem Zustand:

I. Es folgt aus der Anwesenheitsliste, vorbereitet bei und von den Mitgliedern des Präsidiums zertifiziert, dass der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft ordnungsgemäß in dieser Versammlung vertreten ist.

II. Der alleinige Gesellschafter bestätigt durch seinen Bevollmächtigten, dass er die Kenntnis der Tagesordnung der Sitzung hat und der Bevollmächtigte verzichtet, im Namen und für Rechnung des Gesellschafters, auf die Einberufungsformalitäten. In Anbetracht der obigen darf der alleinige Gesellschafter, durch seinen Bevollmächtigten, alle Beschlüsse fassen, die in Bezug auf seine Anteile an allen Punkten der Tagesordnung erwähnt sind.

Die Anwesenheitsliste, die von dem Bevollmächtigten des alleinigen Gesellschafter und der Mitgliedern des Präsidiums unterzeichneten wurde, ist zusammen mit den Vollmachten bezüglich der gegenwärtigen Urkunde vorgelegt, und wird zur gleichen Zeit den zuständigen Behörden eingereicht.

Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

#### *Tagesordnung*

1. Volle Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft (die "Satzung"), um unter anderem:

(i) Änderung von Artikel 8.3. der Satzung, um das Datum der Jahreshauptversammlung der zweite Dienstag im Oktober mit dem ersten Dienstag im Dezember zu ändern.

(ii) Änderung von Artikel 16 der Satzung, sodass diese Artikel wie folgt lautet:

#### **„ Art. 16. Interessenkonflikte.**

16.1. Von der Gesellschaft mit anderen Gesellschaften oder Unternehmen abgeschlossene Verträge oder Transaktionen werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen beteiligt sind oder dass sie Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, leitende Angestellte oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder dieses anderen Unternehmens sind, weder berührt noch ungültig gemacht.

16.2 Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, die auch Verwaltungsratsmitglieder, leitende Angestellte oder Mitarbeiter einer Gesellschaft oder eines Unternehmens sind, mit der bzw. Mit dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder in sonstiger Geschäftsbeziehung steht, wird aufgrund der Verbindung zu einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen nicht das Recht zur Beratung, Abstimmung und Handlung in Angelegenheiten, die sich auf diesen Vertrag oder diese Geschäfte beziehen, entzogen.

16.3 Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben, so hat dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser leitende Angestellte den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis zu setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich einer solchen Transaktion abzusehen; ferner ist die jeweils nächste Hauptversammlung von diesem persönlichen Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten in Kenntnis zu setzen. Die im vorstehenden Satz verwendete Bezeichnung „persönliches Interesse“ betrifft keine Beziehungen zu oder Interessen an Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in die FIL Limited oder eine ihrer Tochtergesellschaften oder eines ihrer verbundenen Unternehmen oder eine andere Körperschaft oder Rechtsperson involviert ist, die vom Verwaltungsrat jeweils nach seinem Ermessen bestimmt werden kann, es sei denn, ein solches „persönliches Interesse“ wird nach den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften als Interessenkonflikt angesehen. Dieser Absatz gilt nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats, die im normalen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft durchgeführte Transaktionen, die zu üblichen Marktkonditionen abgeschlossen werden, betreffen.“

(iii) Die Satzung zu ändern, um eine neue Artikelnummer 17 einzuführen, so dass diese wie folgt lautet:“

#### **„ Art. 17. Entschädigung.**

17.1. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter für Kosten, die ihm in angemessener Weise durch Klagen oder Verfahren entstanden sind, an denen er in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt war, oder dadurch, dass er auf Aufforderung der Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter einer anderen Gesellschaft war, deren Aktionärin oder Gläubigerin die Gesellschaft ist und bei der er keinen Anspruch auf Entschädigung hat, außer wenn er bei solchen Klagen oder Verfahren rechtskräftig wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird; im Falle eines Vergleichs wird die Entschädigung nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten gewährt, die Gegenstand des Vergleichs sind, sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine derartige Pflichtverletzung begangen hat. Das oben genannte Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte nicht aus, auf welche das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte unter Umständen Anspruch hat.

17.2. Für Aufwendungen in Zusammenhang mit der Vorbereitung und Einreichung einer Verteidigung gegen eine Klage, einen Prozess, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren gemäß diesem Artikel kann die Gesellschaft vor der abschließenden Entscheidung gegen eine Zusicherung von Seiten oder im Namen des leitenden Angestellten oder Verwaltungsratsmitglieds, diesen Betrag zurückzuzahlen, wenn abschließend entschieden wird, dass sie keinen Anspruch auf eine Entschädigung gemäß diesem Artikel haben, eine Vorauszahlung gewähren.“



(iv) Die Satzung zu ändern, um Artikel 17 zu Artikel 18 neu zu nummerieren und zu ändern, so dass diese wie folgt lautet:

**„ Art. 18. Abschlussprüfer.**

18.1. Die Geschäftsvorgänge der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Abschlussprüfern (réviseur d'entreprises agréé) überwacht. Die Amtszeit der Abschlussprüfer beträgt höchstens sechs Jahre, und sie können wiedergewählt werden.

18.2. Die Abschlussprüfer werden von der Hauptversammlung bestellt, die außerdem ihre Anzahl, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit bestimmt. Die amtierenden Abschlussprüfer können durch die Hauptversammlung jederzeit mit oder ohne Begründung abberufen werden.“

(v) Generelle Aktualisierung der Satzung um die neuesten rechtlichen, regulatorischen und wirtschaftlichen Entwicklungen zu reflektieren.

Die Versammlung hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt das Datum von der Jahreshauptversammlung zum ersten Dienstag des Monats Dezember zu ändern, sodass Artikel 8.3 der Satzung der Gesellschaft wie folgt lautet:

„ **8.3.** Die Jahreshauptversammlung findet gemäß luxemburgischem Recht am ersten Dienstag des Monats Dezember um 11 Uhr am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort im Stadtbezirk des Sitzes statt. Sollte es sich bei diesem Tag nicht um einen Tag handeln, an dem die Banken in Luxemburg normalerweise geöffnet sind, so findet die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Geschäftstag statt.“

*Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt Artikel 16 der Satzung zu ändern, sodass diese Artikel wie folgt lautet:

**„ Art. 16. Interessenkonflikte.**

16.1. Von der Gesellschaft mit anderen Gesellschaften oder Unternehmen abgeschlossene Verträge oder Transaktionen werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen beteiligt sind oder dass sie Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, leitende Angestellte oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder dieses anderen Unternehmens sind, weder berührt noch ungültig gemacht.

16.2. Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, die auch Verwaltungsratsmitglieder, leitende Angestellte oder Mitarbeiter einer Gesellschaft oder eines Unternehmens sind, mit der bzw. Mit dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder in sonstiger Geschäftsbeziehung steht, wird aufgrund der Verbindung zu einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen nicht das Recht zur Beratung, Abstimmung und Handlung in Angelegenheiten, die sich auf diesen Vertrag oder diese Geschäfte beziehen, entzogen.

16.3. Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben, so hat dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser leitende Angestellte den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis zu setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich einer solchen Transaktion abzusehen; ferner ist die jeweils nächste Hauptversammlung von diesem persönlichen Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten in Kenntnis zu setzen. Die im vorstehenden Satz verwendete Bezeichnung „persönliches Interesse“ betrifft keine Beziehungen zu oder Interessen an Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in die FIL Limited oder eine ihrer Tochtergesellschaften oder eines ihrer verbundenen Unternehmen oder eine andere Körperschaft oder Rechtsperson involviert ist, die vom Verwaltungsrat jeweils nach seinem Ermessen bestimmt werden kann, es sei denn, ein solches „persönliches Interesse“ wird nach den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften als Interessenkonflikt angesehen. Dieser Absatz gilt nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats, die im normalen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft durchgeführte Transaktionen, die zu üblichen Marktkonditionen abgeschlossen werden, betreffen.“

*Dritter Beschluss*

Die Gesellschaftversammlung beschließt die Satzung zu ändern, um eine neue Artikelnummer 17 einzuführen, so dass diese wie folgt lautet:

**„ Art. 17. Entschädigung.**

17.1. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter für Kosten, die ihm in angemessener Weise durch Klagen oder Verfahren entstanden sind, an denen er in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt war, oder dadurch, dass er auf Aufforderung der Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter einer anderen Gesellschaft war, deren Aktionärin oder Gläubigerin die Gesellschaft ist und bei der er keinen Anspruch auf Entschädigung hat, außer wenn er bei solchen Klagen oder Verfahren rechtskräftig wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird; im Falle eines Vergleichs wird die Entschädigung nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten gewährt, die Gegenstand des Vergleichs sind, sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt,

dass die zu entschädigende Person keine derartige Pflichtverletzung begangen hat. Das oben genannte Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte nicht aus, auf welche das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte unter Umständen Anspruch hat.

17.2. Für Aufwendungen in Zusammenhang mit der Vorbereitung und Einreichung einer Verteidigung gegen eine Klage, einen Prozess, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren gemäß diesem Artikel kann die Gesellschaft vor der abschließenden Entscheidung gegen eine Zusicherung von Seiten oder im Namen des leitenden Angestellten oder Verwaltungsratsmitglieds, diesen Betrag zurückzahlen, wenn abschließend entschieden wird, dass sie keinen Anspruch auf eine Entschädigung gemäß diesem Artikel haben, eine Vorauszahlung gewähren.“

#### *Vierter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt die Satzung zu ändern, um Artikel 17 zu Artikel 18 neu zu nummerieren und zu ändern, so dass diese wie folgt lautet:

#### **„ Art. 18. Abschlussprüfer.**

18.1. Die Geschäftsvorgänge der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Abschlussprüfern (réviseur d'entreprises agréé) überwacht. Die Amtszeit der Abschlussprüfer beträgt höchstens sechs Jahre, und sie können wiedergewählt werden.

18.2. Die Abschlussprüfer werden von der Hauptversammlung bestellt, die außerdem ihre Anzahl, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit bestimmt. Die amtierenden Abschlussprüfer können durch die Hauptversammlung jederzeit mit oder ohne Begründung abberufen werden.“

#### *Fünfter Beschluss:*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft neu zu formulieren, ohne jedoch weder den Namen, noch den Zweck, weder das Aktienkapital, noch das Geschäftsjahr zu ändern, aber durch Veränderungen von dem Datum der Jahreshauptversammlung, so dass die Satzung künftig wie folgt lauten wird:

**„ Art. 1. Rechtsform und Name.** Hiermit wird vom Zeichner und allen künftigen Inhabern von Aktien eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Société Anonyme (Aktiengesellschaft) mit dem Namen FIL Holdings (Luxembourg) S.A. (die „Gesellschaft“) gegründet, die dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“) und der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

#### **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Sitz der Gesellschaft wird in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg („Luxemburg“) errichtet. Er kann durch Beschluss des Verwaltungsrats (wie nachstehend definiert) oder im Falle eines Alleinvorstands (wie nachstehend definiert) durch Beschluss des Alleinvorstands an einen anderen Ort innerhalb des Stadtbezirks von Luxemburg verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung (wie nachstehend definiert), der in der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Art und Weise, wie im nachstehenden Artikel 22 festgelegt, gefasst wird, an einen anderen Ort in Luxemburg verlegt werden.

2.2 Die Gesellschaft kann sowohl in Luxemburg als auch im Ausland Zweigstellen und Niederlassungen haben.

2.3 Sollte der Verwaltungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse im Gange sind oder unmittelbar bevorstehen, die eine Störung des normalen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder eine Störung der Kommunikation zwischen diesem Gesellschaftssitz und Außenstellen zur Folge hätten, so ist eine zeitweilige Verlegung des Gesellschaftssitzes zulässig, bis diese außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Derartige zeitweilige Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer zeitweiligen Verlegung des Geschäftssitzes weiterhin den Status einer in Luxemburg eingetragenen Gesellschaft genießt. Derartige zeitweilige Maßnahmen werden vom Verwaltungsrat getroffen und dem (den) Aktionär(en) der Gesellschaft mitgeteilt.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

#### **Art. 4. Unternehmensziele.**

4.1. Die Unternehmensziele der Gesellschaft sind (i) der Erwerb, der Besitz und die Veräußerung von Beteiligungen, Rechten und Anteilen an sowie Schuldverschreibungen von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften oder sonstigen Rechtspersonen oder Unternehmen in beliebiger Form, durch beliebige Mittel, auf direkte oder indirekte Weise, einschließlich des Erwerbs, Besitzes und der Veräußerung von Beteiligungen an Kreditinstituten, Investmentgesellschaften oder sonstigen Gesellschaften, die Finanzdienstleistungen erbringen, die den von der Gesellschaft oder einer im Besitz der Gesellschaft befindlichen Gesellschaft erbrachten Dienstleistungen ähnlich sind oder diese ergänzen oder zusätzlich zu diesen erbracht werden, (ii) der Erwerb von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und anderen Wertpapieren oder Finanzinstrumenten jeder Art und Kontrakten darauf oder damit verbundenen Wertpapieren oder Finanzinstrumenten durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise und deren Übertragung durch Verkauf, Umtausch oder auf sonstige Weise und (iii) der Besitz, die Verwaltung, Entwicklung und das Management eines Portfolios (einschließlich u.a. der vorstehend unter (i) und (ii) genannten Vermögenswerte).



4.2. Die Gesellschaft darf Kredite in jeder Form aufnehmen und Schuldscheine, Anleihen und Schuldverschreibungen sowie Schuldtitel jeder Art ausgeben.

4.3 Die Gesellschaft darf Gesellschaften oder sonstigen Rechtspersonen oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft beteiligt ist oder die Teil der Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, (nachrangige oder nicht nachrangige) Darlehen oder andere Finanzierungsformen gewähren und Mittel verleihen (einschließlich der Erlöse aus Kreditaufnahmen und/oder aus der Ausgabe von Schuldtiteln).

4.4 Die Gesellschaft darf außerdem Garantien und Bürgschaften (darunter Down-stream, Up-stream und Cross-stream) zugunsten Dritter gewähren, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen anderer Gesellschaften oder Rechtspersonen oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft beteiligt ist oder die Teil der Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, zu sichern. Ferner darf die Gesellschaft einige oder alle ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder auf sonstige Weise als Sicherheit verwenden.

4.5 Die Gesellschaft darf Gesellschaften oder anderen Rechtspersonen oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft beteiligt ist oder die Teil der Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, administrative und organisatorische Dienstleistungen erbringen oder deren Erbringung veranlassen.

4.6 Allgemein darf die Gesellschaft alle Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und alle Operationen oder Transaktionen durchführen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihrer Unternehmensziele für notwendig oder nützlich hält.

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1. Das gezeichnete und ausgegebene Gesellschaftskapital wird auf sechsunddreißig Millionen neunhundertsechszehntausend fünfhundert Euro (36.946.500 €), bestehend aus dreihundertneunundsechzigtausend vierhundertfünfundsechzig (369.465) Stammaktien in Form von Namensaktien ohne Nennwert, festgesetzt.

5.2. Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung (wie nachstehend definiert), der in der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Art und Weise, wie im nachstehenden Artikel 22 festgelegt, gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3. Die Gesellschaft darf ihre eigenen Aktien innerhalb der gesetzlichen Grenzen zurücknehmen.

#### **Art. 6. Aktien.**

6.1. Die Gesellschaft darf einen Aktionär (der „Alleinaktionär“) oder mehrere Aktionäre (die „Aktionäre“) haben.

6.2. Die Aktien sind und bleiben Namensaktien (actions nominatives).

6.3. Ein Aktionärsregister wird am Sitz der Gesellschaft geführt und steht dort jedem Aktionär zur Einsichtnahme zur Verfügung. Dieses Register enthält den Namen jedes Aktionärs, seine Wohnsitz- oder Zustelladresse, die er gegenüber der Gesellschaft angegeben hat, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, die für jede Aktie einbezahlten Beträge sowie Angaben zu Aktienübertragungen und die Daten dieser Übertragungen. Das Eigentum an den Aktien entsteht durch Eintragung in dieses Register.

6.4. Die Aktionäre sind gegenüber der Gesellschaft zur Angabe einer Anschrift verpflichtet, an die Mitteilungen und Ankündigungen versandt werden können. Falls nicht ausdrücklich etwas anderes angegeben wurde, kann die Gesellschaft die im Aktionärsregister angegebene Anschrift verwenden. Die Aktionäre können ihre Anschrift jederzeit durch eine schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

6.5. Auf schriftlichen Antrag eines Aktionärs kann eine Bescheinigung über die Eintragung des Aktionärs im Aktionärsregister ausgestellt werden. Die so ausgestellten Bescheinigungen müssen die Form haben und mit den Erklärungen und Identifikationsnummern versehen sein, die vom Verwaltungsrat jeweils festgelegt wurden (wie nachstehend definiert). Diese Bescheinigungen sind handschriftlich oder per Fax von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder vom Delegierten des Verwaltungsrats zu unterzeichnen. Verlorene, gestohlene oder beschädigte Bescheinigungen werden von der Gesellschaft nach der Erbringung von Nachweisen, der Abgabe von Zusicherungen und gegen Entschädigungen, die die Gesellschaft für angemessen hält, ersetzt, wobei beschädigte Bescheinigungen zurückzugeben sind, bevor neue Bescheinigungen ausgehändigt werden.

6.6. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Sofern das Eigentum an einer bzw. mehreren Aktien gemeinschaftlich besteht oder strittig ist, so müssen alle Personen, die eine Berechtigung an solchen Aktien beanspruchen, einen einzigen Anwalt bestellen, der die Rechte an diesen Aktien gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Ausübung aller Rechte an diesen Aktien kann so lange ausgesetzt werden, bis ein Anwalt bestellt ist.

#### **Art. 7. Übertragung von Aktien.**

7.1 Die Übertragung von Aktien ist durch schriftliche Eintragung einer Übertragungserklärung in das Aktionärsregister möglich; diese Übertragungserklärung ist von dem Übertragenden und dem Übertragungsempfänger oder entsprechend befugten Personen auszufertigen. Weiterhin ist eine Übertragung gemäß den Bestimmungen in Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuchs im Hinblick auf die Übertragung von Ansprüchen möglich.

7.2 Die Gesellschaft kann weiterhin andere Übertragungsformen, die die Zustimmung des Übertragenden und des Übertragungsempfängers in für die Gesellschaft zufriedenstellender Art und Weise belegen, als Übertragungsbeleg akzeptieren.

## **Art. 8. Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft.**

8.1 Im Fall von mehreren Aktionären vertritt jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Aktionäre (die „Hauptversammlung“) alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie besitzt umfassende Vollmachten zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung aller die Gesellschaft betreffenden Vorgänge.

8.2 Im Falle eines Alleinaktionärs übernimmt der Alleinaktionär alle der Hauptversammlung erteilten Vollmachten. Solange die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, gilt jede Bezugnahme auf von der Hauptversammlung gefasste Beschlüsse oder ausgeübte Vollmachten als Bezugnahme auf von dem

Alleinaktionär gefasste Beschlüsse bzw. ausgeübte Vollmachten. Die von dem Alleinaktionär gefassten Beschlüsse werden durch Protokolle dokumentiert.

8.3 Die Jahreshauptversammlung findet gemäß luxemburgischem Recht am ersten Dienstag des Monats Dezember um 11 Uhr am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort im Stadtbezirk des Sitzes statt. Sollte es sich bei diesem Tag nicht um einen Tag handeln, an dem die Banken in Luxemburg normalerweise geöffnet sind, so findet die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Geschäftstag statt.

8.4 Die Jahreshauptversammlung kann im Ausland stattfinden, wenn dies nach alleinigem und endgültigem Ermessen des Verwaltungsrats durch außergewöhnliche Umstände erforderlich ist.

8.5 Sonstige Versammlungen der Aktionäre können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, der in der entsprechenden Einladung angegeben ist.

## **Art. 9. Bekanntmachung, Beschlussfähigkeit, Vollmachten und Einladungen.**

9.1 Die Hauptversammlung kommt auf Einberufung durch Mitteilung des Verwaltungsrats oder des Abschlussprüfers zusammen, die die Tagesordnung enthält und die spätestens acht (8) Tage vor der Versammlung per Einschreiben an jeden Aktionär an seine im Aktionärsregister angegebene Anschrift gesendet wird. Wenn jedoch alle Aktionäre bei einer Versammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung stattfinden.

9.2 Sofern nicht anderweitig in diesem Dokument festgelegt, gelten für die Bekanntmachung und Durchführung der Hauptversammlungen die gesetzlichen Anforderungen in Bezug auf Bekanntmachungsfristen und Beschlussfähigkeit.

9.3 Auf jede Aktie entfällt eine Stimme.

9.4 Sofern von dem Gesetz oder dieser Satzung nichts anderes vorgeschrieben ist, erfolgt die Beschlussfassung einer ordentlich einberufenen Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Zu diesen abgegebenen Stimmen zählen keine Stimmen in Bezug auf Aktien, die in der Versammlung zwar vertreten sind, deren Aktionäre jedoch nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich der Stimme enthalten oder eine leere oder ungültige Stimme abgegeben haben.

9.5 Ein Aktionär kann seine Rechte auf einer Hauptversammlung wahrnehmen, indem er eine andere Person, bei der es sich nicht um einen Aktionär handeln muss, schriftlich zu seinem Vertreter bestellt; diese Bestellung kann per Brief, per Fax oder per E-Mail erfolgen, sofern die Identität des Absenders bestätigt werden kann.

9.6 Ein Aktionär kann an einer Hauptversammlung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder mittels anderer Kommunikationsgeräte teilnehmen, die (i) eine Identifizierung der an der Versammlung teilnehmenden Aktionäre, (ii) eine Diskussion aller an der Versammlung teilnehmenden Personen, (iii) eine laufende Übertragung der Versammlung und (iv) eine angemessene Beratung der Aktionäre ermöglichen. Eine derartige Teilnahme an einer Versammlung ist gleichzusetzen mit der persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung.

## **Art. 10. Verwaltung.**

10.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat (der „Verwaltungsrat“) verwaltet, der sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt, die keine Aktionäre sein müssen. Solange die Gesellschaft einen Alleinaktionär hat oder wenn es gesetzlich zulässig ist, kann die Gesellschaft von einem einzigen Vorstand (der „Alleinvorstand“) verwaltet werden. Alle Bezugnahmen in diesem Dokument auf den Verwaltungsrat gelten als Bezugnahmen auf den Alleinvorstand, falls es nur einen Alleinvorstand gibt.

10.2 Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt höchstens sechs Jahre, und sie können wiedergewählt werden.

10.3 Wenn eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ernannt wird (die „juristische Person“), muss die juristische Person einen ständigen Vertreter (representant permanent) bestellen, der die juristische Person als Alleinvorstand oder als Mitglied des Verwaltungsrats gemäß Artikel 51bis des Gesetzes vertreten wird.

10.4 Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung gewählt. Die Aktionäre der Gesellschaft bestimmen außerdem die Anzahl, die Vergütung und die Dauer der Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder.

10.5 Ein Verwaltungsratsmitglied kann auf Beschluss der Hauptversammlung jederzeit mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen und/oder ersetzt werden.

10.6 Wird die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen Todes, Pensionierung oder aus einem anderen Grund vakant, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsbeschluss ein neues Verwaltungsratsmitglied wählen, um diese Position bis zur nächsten Hauptversammlung zu besetzen. Falls keine Verwaltungsratsmitglieder mehr

verbleiben, wird vom Abschlussprüfer unverzüglich eine Hauptversammlung einberufen, um neue Verwaltungsratsmitglieder zu ernennen.

#### **Art. 11. Sitzungen des Verwaltungsrats.**

11.1 Der Verwaltungsrat ernennt aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“) und kann einen Sekretär bestellen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und dem die Führung der Protokolle bei den Sitzungen des Verwaltungsrats bzw. der vom Alleinaktionär gefassten Beschlüsse obliegt. Der Vorsitzende leitet alle Sitzungen des Verwaltungsrats und alle Hauptversammlungen. Ist der Vorsitzende nicht anwesend, so können die Hauptversammlung oder die anderen Mitglieder des Verwaltungsrats (je nachdem) einen anderen Vorsitzenden vorläufig mit einfacher Stimmenmehrheit zum Vorsitzenden wählen, der die betreffende Sitzung leiten wird.

11.2 Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufungsmitteilung angegebenen Ort, der in Luxemburg sein muss, zusammen.

11.3 Eine schriftliche Einberufungsmitteilung hat mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor einer Verwaltungsratsitzung an alle Verwaltungsratsmitglieder zu ergehen; dies gilt nicht für äußerst dringliche Fälle, wobei diese Umstände in der Einladung zu der Verwaltungsratsitzung kurz zu erläutern sind. Diese Einberufungsmitteilung kann auch vom Sekretär übergeben werden.

11.4 Es ist keine solche schriftliche Mitteilung erforderlich, falls alle Mitglieder des Verwaltungsrats bei der Sitzung anwesend oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass sie über die Tagesordnung der Sitzung ordnungsgemäß informiert wurden und vollständig davon Kenntnis hatten. Auf die schriftliche Mitteilung kann durch schriftliche Zustimmung jedes Mitglieds des Verwaltungsrats verzichtet werden; diese Zustimmung kann per Brief, per Fax oder per E-Mail erfolgen, sofern die Identität des Absenders bestätigt werden kann. Für Versammlungen, deren Zeit und Ort im Vorhinein durch Verwaltungsratsbeschluss in schriftlicher Form festgelegt wurden, ist keine eigene schriftliche Mitteilung mehr erforderlich.

11.5 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann seine Rechte auf einer Sitzung des Verwaltungsrats wahrnehmen, indem er ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich zu seinem Vertreter bestellt; diese Bestellung kann per Brief, per Fax oder per E-Mail erfolgen, sofern die Identität des Absenders bestätigt werden kann. Die Anzahl der Vertreter, die jedes Verwaltungsratsmitglied akzeptieren und wählen kann, ist dabei nicht beschränkt. Voraussetzung ist jedoch, dass mindestens zwei Mitglieder entweder persönlich anwesend sind oder mittels Kommunikationsmitteln an der Sitzung teilnehmen, die die im nächsten Absatz aufgeführten Anforderungen erfüllen.

11.6 Ein Verwaltungsratsmitglied kann an einer Sitzung des Verwaltungsrats per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder mittels anderer Kommunikationsgeräte teilnehmen, die (i) eine Identifizierung der an der Versammlung teilnehmenden Aktionäre, (ii) eine Diskussion aller an der Versammlung teilnehmenden Personen, (iii) eine laufende Übertragung der Versammlung und (iv) eine angemessene Beratung der Aktionäre ermöglichen; eine derartige Teilnahme an einer Sitzung ist gleichzusetzen mit der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Eine Verwaltungsratsitzung kann auch nur per Telefonkonferenz oder Videokonferenz abgehalten werden.

11.7 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültig beraten und handeln, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft bei einer Verwaltungsratsitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der auf der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle der Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden der Sitzung nicht den Ausschlag.

11.8 Der Verwaltungsrat kann auch unter allen Umständen und jederzeit mit einstimmiger Zustimmung Beschlüsse auf dem Zirkularweg fassen, und schriftliche Beschlüsse, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wurden, sind genauso gültig und wirksam, als wären sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasst worden. Diese Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Beschlusses erscheinen und können per Brief, Fax oder E-Mail vorgelegt werden, sofern die Identität des Absenders bestätigt werden kann.

11.9 Dieser Artikel 11 gilt nicht, falls die Gesellschaft von einem Alleinvorstand verwaltet wird.

#### **Art. 12. Protokolle der Verwaltungsratsitzungen oder der Beschlüsse des Alleinvorstands.**

12.1 Die Protokolle jeder Sitzung des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden dieser Sitzung bzw. im Falle seiner Abwesenheit vom vorläufigen Vorsitzenden, der diese Sitzung geleitet hat, oder von beliebigen zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen, und die vom Alleinvorstand gefassten Beschlüsse werden in einem am Sitz der Gesellschaft geführten Beschlussverzeichnis aufgezeichnet.

12.2 Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, die zur Vorlage bei Gericht oder sonstigen Behörden bestimmt sind, sind vom Vorsitzenden, vom Alleinvorstand oder von einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

**Art. 13. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat ist zur Durchführung aller Verfügungsgeschäfte und Verwaltungstätigkeiten im Interesse der Gesellschaft mit den weitreichendsten Befugnissen ausgestattet. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, gehören zu den Kompetenzen des Verwaltungsrats.

**Art. 14. Übertragung von Vollmachten.** Der Verwaltungsrat kann seine Vollmachten im Bereich der täglichen Geschäftsführung und für allgemeine Angelegenheiten der Gesellschaft sowie zur Vertretung der Gesellschaft für diese

Geschäftsführung und Angelegenheiten allen Mitgliedern des Verwaltungsrats oder allen Verwaltern oder sonstigen Beauftragten, die keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre sein müssen und allein oder gemeinsam handeln, übertragen. Sie können Ausschüsse bilden, die unter den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen beraten. Er kann außerdem alle Vollmachten und Spezialmandate allen Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre sein müssen, und alle leitenden Angestellten und Mitarbeiter ernennen und abberufen und ihre Vergütung festlegen.

**Art. 15. Rechtsverbindliche Unterschriften.** Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in Bezug auf alle Angelegenheiten durch (i) die gemeinsame Unterschrift von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats oder (ii) im Falle eines Alleinvorstands die Unterschrift des Alleinvorstands oder (iii) durch die Einzelunterschrift jeder Person, der diese Zeichnungsvollmacht vom Verwaltungsrat oder vom Alleinvorstand übertragen wurde, gebunden, jedoch nur im Rahmen dieser Vollmacht.

**Art. 16. Interessenkonflikte.**

16.1. Von der Gesellschaft mit anderen Gesellschaften oder Unternehmen abgeschlossene Verträge oder Transaktionen werden durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen beteiligt sind oder dass sie Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, leitende Angestellte oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder dieses anderen Unternehmens sind, weder berührt noch ungültig gemacht.

16.2 Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, die auch Verwaltungsratsmitglieder, leitende Angestellte oder Mitarbeiter einer Gesellschaft oder eines Unternehmens sind, mit der bzw. Mit dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder in sonstiger Geschäftsbeziehung steht, wird aufgrund der Verbindung zu einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen nicht das Recht zur Beratung, Abstimmung und Handlung in Angelegenheiten, die sich auf diesen Vertrag oder diese Geschäfte beziehen, entzogen.

16.3 Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben, so hat dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser leitende Angestellte den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis zu setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich einer solchen Transaktion abzusehen; ferner ist die jeweils nächste Hauptversammlung von diesem persönlichen Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten in Kenntnis zu setzen. Die im vorstehenden Satz verwendete Bezeichnung „persönliches Interesse“ betrifft keine Beziehungen zu oder Interessen an Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in die FIL Limited oder eine ihrer Tochtergesellschaften oder eines ihrer verbundenen Unternehmen oder eine andere Körperschaft oder Rechtsperson involviert ist, die vom Verwaltungsrat jeweils nach seinem Ermessen bestimmt werden kann, es sei denn, ein solches „persönliches Interesse“ wird nach den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften als Interessenkonflikt angesehen. Dieser Absatz gilt nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats, die im normalen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft durchgeführte Transaktionen, die zu üblichen Marktkonditionen abgeschlossen werden, betreffen.

**Art. 17. Entschädigung.**

17.1. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter für Kosten, die ihm in angemessener Weise durch Klagen oder Verfahren entstanden sind, an denen er in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt war, oder dadurch, dass er auf Aufforderung der Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter einer anderen Gesellschaft war, deren Aktionärin oder Gläubigerin die Gesellschaft ist und bei der er keinen Anspruch auf Entschädigung hat, außer wenn er bei solchen Klagen oder Verfahren rechtskräftig wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird; im Falle eines Vergleichs wird die Entschädigung nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten gewährt, die Gegenstand des Vergleichs sind, sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine derartige Pflichtverletzung begangen hat. Das oben genannte Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte nicht aus, auf welche das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte unter Umständen Anspruch hat.

17.2. Für Aufwendungen in Zusammenhang mit der Vorbereitung und Einreichung einer Verteidigung gegen eine Klage, einen Prozess, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren gemäß diesem Artikel kann die Gesellschaft vor der abschließenden Entscheidung gegen eine Zusicherung von Seiten oder im Namen des leitenden Angestellten oder Verwaltungsratsmitglieds, diesen Betrag zurückzahlen, wenn abschließend entschieden wird, dass sie keinen Anspruch auf eine Entschädigung gemäß diesem Artikel haben, eine Vorauszahlung gewähren.

**Art. 18. Abschlussprüfer.**

18.1. Die Geschäftsvorgänge der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Abschlussprüfern (réviseur d'entreprises agréé) überwacht. Die Amtszeit der Abschlussprüfer beträgt höchstens sechs Jahre, und sie können wiedergewählt werden.

18.2. Die Abschlussprüfer werden von der Hauptversammlung bestellt, die außerdem ihre Anzahl, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit bestimmt. Die amtierenden Abschlussprüfer können durch die Hauptversammlung jederzeit mit oder ohne Begründung abberufen werden.

**Art. 19. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli und endet am 30. Juni eines jeden Jahres.

**Art. 20. Gewinnverwendung.** Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden 5% (fünf Prozent) in die gesetzlich vorgeschriebene Rücklage eingestellt. Diese Rücklagenbildung ist nicht mehr erforderlich, sobald die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals im Sinne des vorstehenden Artikels 5 beträgt, wobei dieser Prozentsatz zu gegebener Zeit erhöht oder herabgesetzt werden kann.

**Art. 21. Auflösung und Liquidation.** Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung, der nach dem für eine Änderung dieser Satzung erforderlichen Verfahren gemäß dem nachstehenden Artikel 22 verabschiedet wurde, aufgelöst werden.

21.2. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird das Liquidationsverfahren von einem oder mehreren Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt, die von der Hauptversammlung ernannt werden, die die Liquidation beschließt. Diese Hauptversammlung legt außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators (der Liquidatoren) fest.

Sobald alle Verbindlichkeiten, Kosten und Liquidationsaufwendungen beglichen wurden, wird der verbleibende Restbetrag an die Aktionäre der Gesellschaft ausgezahlt

**Art. 22. Änderungen.** Diese Satzung kann zu gegebener Zeit durch eine außerordentliche Hauptversammlung geändert werden, sofern die Erfordernisse hinsichtlich Beschlussfähigkeit und Stimmenmehrheit gemäß dem Gesetz erfüllt sind.

**Art. 23. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht ausdrücklich geregelten Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

#### *Ausgaben*

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen oder ähnliche Gebühren in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft als Ergebnis der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausend achthundert Euro (EUR 1.800,-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der Mitgliedern des Präsidiums die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst ist, und dass auf Hinweis denselben Mitgliedern des Präsidiums im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version entscheidend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxembourg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde den Mitgliedern des Präsidiums, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde, haben sie zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: A-C. Preis, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 octobre 2014. LAC/2014/46904. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur (signé): Irène Thill.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160802/826.

(140182732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

#### **Paninvest Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.533.

Je soussignée, la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.L, Commissaire aux Comptes de la société PANINVEST HOLDING S.A. déclare par la présente, démissionner de son poste de Commissaire aux Comptes qui m'avait été confié au sein de la société, avec effet au 01/01/2013.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2014162725/13.

(140185252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.



**DSD Soudure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zare llôt Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 190.906.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quatorze,

Le trois octobre,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

Ont comparu:

1) Monsieur Dinis DA SILVA, employé privé, né à Thionville (France) le 28 juin 1974, demeurant à F-57310 Bousse, 19, Clos des Vignes,

2) Madame Isabel SANTOS JOU, chef d'entreprise, née à Metz (France) le 3 mars 1978, demeurant à F-57310 Bousse, 19, Clos des Vignes;

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer par les présentes:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement plusieurs associés; elle peut, à toute époque, devenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts sociales en une seule main, puis redevenir une société à plusieurs associés par suite de cession ou de transmission totale ou partielle des parts sociales ou de création de parts nouvelles.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant aux travaux de soudure, chaudronnerie et tuyauterie ainsi que toutes activités se rapportant à ceux-ci.

La Société a en outre pour objet les études, le montage et la réalisation de tous projets immobiliers, industriels, touristiques, commerciaux ou autres ainsi que la promotion et la construction immobilières et tous les services et assistance liés à ces activités.

La Société pourra également effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée.

La Société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement sa réalisation.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société prend la dénomination de «DSD SOUDURE S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.** Le siège de la Société est établi à Ehlerange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile

**Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- €) chacune.

**Art. 7. Modification du capital social.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

**Art. 9. Indivisibilité des parts sociales.** Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

**Art. 10. Cession et transmission des parts.**

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

**Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés.** Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 12. Gérance.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

**Art. 13.** Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.



**Art. 14.** Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.**

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

**Art. 16. Année sociale.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

**Art. 17. Inventaire - Bilan.** Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

**Art. 18. Répartition des bénéfices.** L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

**Art. 19. Dissolution - Liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 20. Disposition générale.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

*Disposition transitoire.*

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2014.

*Souscription et paiement*

Les cents parts sociales (100) ont été souscrites comme suit par:

1. Monsieur Dinis DA SILVA, prénommé, .....	50 parts
2. Madame Isabel SANTOS JOU, prénommée, .....	50 parts
Total: .....	100 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

*Constatation.*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

*Frais.*

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

*Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant, les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Est appelé aux fonctions de gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Dinis DA SILVA, employé privé, né à Thionville (France) le 28 juin 1974, demeurant à F-57310 Bousse, 19, Clos des Vignes.

Est appelé aux fonctions de gérant administratif pour une durée indéterminée:

- Madame Isabel SANTOS JOU, chef d'entreprise, née à Metz (France) le 3 mars 1978, demeurant à F-57310 Bousse, 19, Clos des Vignes.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

*Deuxième résolution*

Le siège social de la Société est fixé à L-4384 Ehlerange, ZARE, Ilôt Ouest.

*Avertissement*

Avant la clôture du présent acte, le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. DA SILVA, I. SANTOS JOU, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13640. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 10 octobre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014158691/178.

(140180339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

**BeProcurement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 75.313.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth of September.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "BeProcurement S.A.", a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 45, boulevard Pierre Frieden, Luxembourg, incorporated following a notarial deed on 10 April 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 370 of 23 May 2000, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 75313 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 29 July 2014, not yet published.

The meeting is declared open with Mr Edouard de Fierlant, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Nathalie Rase, with professional address in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting

the board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

(i) that the agenda of the meeting is as follows:

*Agenda*

1 - Amendment of Article 20 of the articles of incorporation of the company as follows:

Each share entitles its holder to the same proportion in distributions to the shareholders, except that for so long as the Company has existing tax losses carried forward that are permitted by law (from time to time) to be off-set against corporate and trade tax (including for the avoidance of doubt corporate income tax and municipal business tax) otherwise due, the holders of Class A shares shall be entitled to a cumulative preferred dividend equal to 50% of the amount of corporate and trade tax (including for the avoidance of doubt corporate income tax and municipal business tax) that would have been otherwise incurred by the Company in the absence of existing tax losses carried forward of the Company and excluding tax consolidation with holder(s) of Class B shares."

(ii) that the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iii) that it results from said attendance list that all the shares are duly represented at the present meeting. The present meeting is validly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which the shareholders have been duly informed of before this meeting.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, took unanimously the following resolution:

*Resolution*

The Extraordinary General Meeting RESOLVED to amend article 20 of the articles of incorporation of the company as follows:

**Art. 20.** "Each share entitles its holder to the same proportion in distributions to the shareholders, except that for so long as the Company has existing tax losses carried forward that are permitted by law (from time to time) to be off-set against corporate and trade tax (including for the avoidance of doubt corporate income tax and municipal business tax) otherwise due, the holders of Class A shares shall be entitled to a cumulative preferred dividend equal to 50% of the amount of corporate and trade tax (including for the avoidance of doubt corporate income tax and municipal business tax) that would have been otherwise incurred by the Company in the absence of existing tax losses carried forward of the Company and excluding tax consolidation with holder(s) of Class B shares."

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-six septembre.

Par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «BeProcurement S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 45, boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 10 avril 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 370 du 23 mai 2000, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 75313. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 29 juillet 2014, non encore au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Edouard de Fierlant, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Madame Nathalie Rase, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter:

(i) que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1 Modification de l'article 20 des statuts comme suit:

«Chaque action donne droit à la même proportion dans les distributions faites aux actionnaires, sauf qu'aussi longtemps que la Société a des pertes fiscales reportées qui sont déductibles de temps à autre de l'impôt sur les sociétés et des impôts commerciaux (en ce compris, pour éviter toute ambiguïté, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal) qui auraient autrement été dus, les détenteurs d'actions de Catégorie A auront droit à un dividende privilégié cumulatif égal à 50% du montant de l'impôt sur les sociétés et des impôts commerciaux (en ce compris, pour éviter toute ambiguïté, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal) qui auraient été dus par la Société en l'absence de pertes fiscales reportées et en excluant toute consolidation fiscale avec le(s) détenteur(s) d'actions de Catégorie B.»

(ii) que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées au présent acte.

(iii) qu'il résulte de ladite liste de présence que la totalité des actions sont dûment représentées à la présente assemblée. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés préalablement à l'assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires a alors pris, après délibération, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

163240

Résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire DECIDE de modifier l'article 20 des statuts comme suit:

**Art. 20.** «Chaque action donne droit à la même proportion dans les distributions faites aux actionnaires, sauf qu'aussi longtemps que la Société a des pertes fiscales reportées qui sont déductibles de temps à autre de l'impôt sur les sociétés et des impôts commerciaux (en ce compris, pour éviter toute ambiguïté, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal) qui auraient autrement été dus, les détenteurs d'actions de Catégorie A auront droit à un dividende privilégié cumulatif égal à 50% du montant de l'impôt sur les sociétés et des impôts commerciaux (en ce compris, pour éviter toute ambiguïté, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal) qui auraient été dus par la Société en l'absence de pertes fiscales reportées et en excluant toute consolidation fiscale avec le(s) détenteur(s) d'actions de Catégorie B.»

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: E. DE FIERLANT, N. RASE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 02 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13271. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014158542/113.

(140180696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

**Bravo Business Holdings, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 191.002.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of the month of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Pamass Holdings, a limited liability company incorporated in Luxembourg and having its registered address at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

represented by Mr Sébastien Bach, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy received on September 26, 2014 (proxy to be registered together with the present deed).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company (Bravo Business Holdings) ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Bravo Business Holdings" (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter.

The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participations in any enterprise in whatever form, including mezzanine loans, and the administration, management, control and development of those participations.

In particular, the Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely, but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and any rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some of its assets.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twenty thousand Euros (€ 12,500) divided into twenty thousand (12,500) shares with a par value of one Euro (€ 1.00) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

The Company will recognize only one holder per share. The joint coowners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy-five percent of the Company's capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by at least two (2) managers composed of one or several Class A Manager(s) and of one or several Class B Manager(s), who shall constitute the Board of Managers.

They are appointed, designated as Class A Manager and Class B Manager and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. The managers need not to be shareholders. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice.

This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company, including at least one Class A Manager and one Class B Manager (including by way of representation).

Such quorum requirements shall also be applicable at any adjourned meeting of the Board of Managers as the case may be. The Board of Managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by means of a

circular when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of itself (including by way of representation).

#### **Art. 8. Liability of Managers, indemnification.**

8.1 The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

8.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article 8.3, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

8.3 No indemnification shall be provided to any manager or officer:

8.3.1 Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

8.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

8.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

8.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

8.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly be represented at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder Meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting.

If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.



In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held each last Friday of May at 2.00 pm of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>th</sup> December of the same year.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and payment*

All the shares have been subscribed as follows:

- Pamass Holdings

previously named, . . . . . 12,500 shares.

The shares so subscribed have been paid by as follows:

- Pamass Holdings, by contribution in cash for twelve thousand and five hundred Euro (€12,500) The amount of twelve thousand and five hundred Euro (€12,500) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. The following persons are named managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

##### *Class A Manager*

- Control Services Corp., Coastal Building, 2<sup>nd</sup> Floor, Wickham's Cay II, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

##### *Class B Managers*

- Sébastien Bach, born on 13<sup>th</sup> September 1984 at Sarreguemines (France), whose professional address is 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- Johann Dumas, born on 21<sup>st</sup> November 1979 at Annecy (France), whose professional address is 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.



*Special disposition*

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2015.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder signed together with us, the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf septembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

A comparu:

Pamass Holdings, une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois dont le siège social est au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, représentée par Monsieur Sébastien Bach, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration en date du 26 septembre 2014 (lesquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte).

La partie comparante agissant ès-qualité a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée (Bravo Business Holdings) La société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Bravo Business Holdings" (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

**Art. 2. Objet.** La Société peut effectuer toutes transactions directement ou indirectement en relation avec l'acquisition de participations dans toute entreprise sous quelque forme que ce soit, dont des prêts mezzanines, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds en vue d'établir, gérer, développer et disposer de ses actifs, de la manière qu'ils seront constitués de temps en temps et notamment, mais pas limité à, son portefeuille de titres, quelle que soit leur origine, de participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, d'acquérir, par voie d'investissements, souscriptions, prises fermes ou options, des titres ou droits et de les réaliser par voie de ventes, transferts, échanges ou autrement.

La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets. La Société peut également donner des garanties et donner des sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations. La Société peut également gager, transférer, grever ou autrement créer des sûretés sur partie de ses actifs.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise quelle que soit sa forme, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute sorte et de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et mettre en valeur ces titres et droits de propriété intellectuelle. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités affiliées) ou de toute autre société.

La Société peut en outre nantrir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique (pour autant que prohibé par les lois applicables). Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances.

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (€1,00) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par part. Les copropriétaires indivis désigneront un représentant unique qui les représentera auprès de la Société.

**Art. 6. Transfert de parts sociales.** Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pour cent du capital social de la Société.

**Art. 7. Gérance.** La Société est gérée par au moins deux (2) gérants composé d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie A et de un ou plusieurs gérants de catégorie B, lesquels constituent le conseil de gérance.

Ils sont nommés, désignés en tant que gérant(s) de catégorie A ou gérant(s) de catégorie B et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée.

Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société, dont au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B (y compris par voie de représentation). Ce quorum est applicable à toute réunion du conseil de gérance ajournée.

Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les

résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil lui-même (y compris par voie de représentation).

#### **Art. 8. Responsabilité des gérants, Indemnisation.**

8.1 Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

8.2 Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'article

8.3, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans que cette liste soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

8.3 Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable:

8.3.1 En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

8.3.2 Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

8.3.3 Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

8.4 Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

8.5 Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

**Art. 9. Droits de vote des associés.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 10. Assemblées Générales.** Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entière des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au dernier vendredi du mois de mai à 14.00 heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

**Art. 11. Année Sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

**Art. 12. Comptes annuels.** Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

**Art. 13. Distributions.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être une obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

**Art. 14. Dissolution.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 15. Associé Unique.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

**Art. 16. Loi Applicable.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### *Souscription et libération*

Toutes les parts ont été souscrites comme suit:

- Pamass Holdings

prénommée, ..... 12.500 parts

Les parts ainsi souscrites ont été libérées comme suit:

- Pamass Holdings, par apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (€ 12.500) La somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Dépenses, Evaluation*

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ EUR 1.500,-.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

##### *Gérant de Catégorie A*

- Control Services Corp., Coastal Building, 2<sup>nd</sup> Floor, Wickham's Cay II, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

##### *Gérants de Catégorie B*

- Sébastien Bach, né le 13 septembre 1984 à Sarreguemines (France), ayant son adresse professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- Johann Dumas, né le 21 novembre 1979 à Annecy (France), ayant son adresse professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, le mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. BACH et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2014. Relation: LAC/2014/47144. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160659/424.

(140183087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

---

**PDL Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.163.

—  
*Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:*

1. Le siège social a été transféré de L-1258 Luxembourg, 22, rue JP Brasseur à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1<sup>er</sup> Septembre 2014.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PDL Europe Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163481/15.

(140186107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

---

**Parcolog S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 78.756.

—  
*Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date du 3 février 2014*

En date du 3 février 2014, les actionnaires de la Société ont pris la résolution suivante:

- la démission de Mr Gary Sumers en tant que gérant de la Société, demeurant professionnellement à 345 Park Avenue, 10154 New York, Etats-Unis, avec effet le 3 février 2014

Le conseil d'administration de la Société est dès lors composé comme suit à compter du 3 février 2014:

Membre A: Mr. Sébastien Péjoan;

Membre A: Mr. Philippe Charton;

Membre A: Mr. Pascal Grange;

Membre B: Mr. Glenn E. Alba;

Membre B: Mr. Dennis J. McDonagh;

Membre B: Mr. Jean-François Bossy

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014163479/23.

(140185709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

---